

Un journaliste américain dénonce : la France de Macron tente de requalifier le terrorisme musulman en maladie mentale

écrit par Jack | 17 février 2022



J'ai traduit ci-dessous un article d'un journaliste américain qui dénonce l'attitude de la France de Macron face au terrorisme islamique.

La lutte pour la liberté devient mondiale et je viens de voir une vidéo d'un flic de Macron cassant la vitre d'un automobiliste, ce dernier n'ayant pas réagi à la demande du policier de baisser sa vitre... C'est paru sur le site de Pamela Geller il y a quelques jours.

<https://gellerreport.com/2022/02/freedom-convoy-goes-global.html/>

JACK

Nier le terrorisme islamique est une véritable illusion.

31 janvier 2022 par Daniel Greenfield (*Daniel Greenfield est l'un des journalistes du Centre de la liberté (Freedom Center) de David Horowitz, spécialisé dans la gauche radicale et le terrorisme islamique*).

<https://www.frontpagemag.com/fpm/2022/01/frances-macron-tries-reclassify-muslim-terrorism-daniel-greenfield/>

Il n'y a guère d'attentat terroriste musulman commis par un seul auteur en Europe ou en Amérique au cours des cinq dernières années que les autorités et les médias n'aient tenté de qualifier comme le résultat d'une maladie mentale.

Ahmad Al Aliwi Alissa, le tueur de masse musulman syrien qui a tiré dans un supermarché de Boulder au Colorado, et Faisal Akram, qui a pris en otage une synagogue au Texas pour obtenir la libération de « Dame Al-Qaïda », ont vu leurs attaques

imputées à la maladie mentale.

Mais la France reste le chef de file mondial du blanchiment du terrorisme musulman en tant que maladie mentale.

Lorsque Sarah Halimi, directrice d'un jardin d'enfants, juive de 65 ans, a été assassinée par son voisin musulman alors qu'il criait « *Allahu Akbar* », les autorités ont pardonné ce meurtrier antisémite parce que sa consommation de drogue avait soi-disant provoqué un épisode « *psychotique* ».

L'assassinat de Sarah Halimi n'était pas sans rappeler le précédent assassinat d'un DJ juif, (Sébastien Selam en 2003), par un tueur musulman où l'expert psychiatrique avait insisté sur le fait que « *ce n'est pas un acte antisémite mais un acte de délire* ».

Lorsque Mohamed Lahouaiej-Bouhlel, un terroriste musulman de l'État islamique, a foncé dans la foule sur la promenade des Anglais à Nice au volant de son camion un 14 juillet, écrasant autant de personnes qu'il le pouvait, et a ensuite échangé des coups de feu avec la police jusqu'à ce qu'il soit tué, sa famille et les médias ont insisté sur le fait qu'il était mentalement malade. « *Le gentil attaquant Mohamed Lahouaiej Bouhlel n'était pas un djihadiste* », a déclaré un gros titre de NBC News, même s'il s'était procuré du matériel de l'État islamique et que le groupe terroriste islamique avait assumé la responsabilité de l'attaque.

« *Il ne s'agit en aucun cas d'un acte de terrorisme* », a insisté un procureur après qu'un autre musulman avait percuté une foule à Dijon en criant « *Allahu Akbar* » et avait annoncé qu'il l'avait fait pour « *les enfants de Palestine* ». Le procureur a même ajouté qu'il n'avait aucun motif religieux.

Ce n'était pas des décisions aléatoires. Au contraire, les autorités françaises ont tenté de reclasser le terrorisme islamique comme un problème psychologique de la même manière que l'administration Obama avait délibérément réorienté et détruit le contre-terrorisme aux États-Unis.

L'ancien ministre français de l'Intérieur, Gérard Collomb, avait pris l'habitude d'affirmer qu'un tiers des terroristes avait des « *problèmes psychologiques* ». Cette vision du monde est reflétée par la liste française du FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention de la radicalisation à caractère terroriste) des djihadistes islamiques qui sert de base de données clé pour lutter contre le terrorisme intérieur en France.

Maintenant, le gouvernement Macron essaie de redéfinir le contre-terrorisme européen de la même manière.

-Un récent mémo de la France au Conseil de l'Union européenne avance que « la menace djihadiste évolue » pour devenir « indépendante des organisations terroristes » et que les auteurs n'ont « qu'un lien ténu ou inexistant avec la mouvance radicale » et souffrent « d'une instabilité psychologique ou même de troubles mentaux ».

-En outre, ce mémo blâme les victimes du terrorisme islamique en arguant que les actes terroristes sont déclenchés par « le caractère extrêmement sensible de la notion de blasphème » qui peut amener des musulmans « hors de la sphère d'influence djihadiste à commettre des attentats ».

-En quelques paragraphes, le mémo français à l'UE a réussi à écarter toute idée qu'Al-Qaïda, ISIS et d'autres groupes islamiques soient bel et bien des groupes terroristes, puisque l'existence du terrorisme islamique dans son ensemble se

réduit à une question de malades mentaux, et non de terroristes, qui agissent poussés par le « *blasphème* », pour parvenir à la conclusion que leurs attaques brutales sont vraiment la faute de leurs victimes non musulmanes.

-À titre d'exemple, le mémo à l'UE définit la décapitation brutale du professeur de français Samuel Paty par un réfugié musulman, furieux de son utilisation de caricatures de Mahomet, comme outil pédagogique.

-Le président Emmanuel Macron, à l'époque, était apparu sur les lieux et avait qualifié l'horrible meurtre « *d'attaque terroriste islamiste typique* ». « *Ils ne gagneront pas* », avait-il déclaré.

Mais le mémo à l'UE suggère que, comme les précédents présidents français, Macron jouait avec la foule et n'avait pas l'intention de lutter contre le terrorisme islamique, mais cherchait plutôt à le redéfinir.

La France occupe actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne, ce qui lui confère encore plus d'autorité que d'habitude et le mémo se termine en demandant aux États membres de convenir d'une « *évaluation semestrielle de la menace de l'UE dans le domaine de la lutte contre le terrorisme* ». Cela renvoie-t-il l'affaire Halimi à toute l'Europe ?

Reclasser le terrorisme musulman en tant que maladie mentale est un projet de longue date des négationnistes du terrorisme. Il a été particulièrement populaire en France qui, en raison de sa laïcité, est encore plus incapable et peu disposée à lutter contre les motivations théologiques de la terreur islamique.

La « *médicalisation* » du terrorisme est commode car elle transforme une menace externe en un problème social interne, ce que les Européens ont fait avec le terrorisme islamique pendant des générations. Les terroristes musulmans peuvent

sembler paranoïaques, délirants et instables, mais les normes psychiatriques basées sur une population urbaine européenne de la classe moyenne du XXI^{ème} siècle sont particulièrement mal adaptées pour évaluer ce qui est normal pour une culture qui se trouve entièrement en dehors de cette vision du monde.

La question de savoir si des terroristes musulmans peuvent effectivement être diagnostiqués comme souffrant de maladie mentale est aussi pertinente pour la nature de la bête que le nombre de SS schizophrènes ou de tueurs du Ministère de l'Intérieur de l'Union soviétique (NKVD). Les mouvements totalitaires, qu'il s'agisse des kamikazes du Japon impérial ou des suicidaires du Hamas, font souvent appel à des tueurs mentalement instables qui sont plus disposés à mourir pour la cause.

Mais dire que le terrorisme islamique est le produit de la maladie mentale est à sa manière aussi illusoire que de réduire la Seconde Guerre mondiale à une étiologie des possibles maladies mentales dont Hitler ou Staline pourraient être diagnostiqués. Des fous qui participent ou même dirigent des mouvements totalitaires ne signifient pas que le problème est une maladie mentale ou qu'il peut être résolu en prenant quelques pilules par jour.

La tentative du gouvernement Macron de déplacer l'accent d'une guerre de religion vers un dépistage psychologique est ici la véritable illusion. Libérer des terroristes islamistes, comme l'a fait le gouvernement français, tout en insistant pour qu'ils suivent des séances de thérapie, c'est refuser de s'attaquer aux causes profondes de l'immigration, de la migration et de la « *mosquéisation* » des villes françaises par les mouvements islamiques.

L'attaque terroriste récente d'une synagogue au Texas nous a montré que l'échec de l'Europe à contrôler sa menace terroriste islamique n'est pas seulement un problème pour les Européens. De la cellule de Hambourg au cœur des attentats du 11 septembre au dernier attentat du Texas, l'Europe reste un tremplin pour les attaques contre l'Amérique.

Et si la France parvient à imposer sa notion médicalisée du terrorisme à l'Union européenne, il sera d'autant plus difficile de l'empêcher de corrompre davantage le contre-terrorisme américain.

« *Dans notre lutte contre le terrorisme islamiste, nous ne céderons jamais* », avait précédemment promis le président Macron. Le mémo à l'UE ressemble à un exercice de Vichy pour trouver une excuse pour se rendre.

Traduction par Jack pour Résistance républicaine